

Un ancien régime sur une nouvelle coalition

Dans le future Égypte, l'armée jouera un rôle politique décisif, tandis que l'islamisme continuera dans l'opposition, que ce soit au cœur des institutions ou dans la clandestinité.

Ricard González

Au-delà du débat sémantique pour savoir si ce qui s'est passé, le 3 juillet dernier, est un coup d'État ou une nouvelle vague révolutionnaire en Égypte, les événements de cet été dans cette nation arabe sont connus de tous. Le premier président élu, l'islamiste Mohammed Morsi, a été déposé grâce à l'intervention de l'Armée, appuyée dans les rues par une foule de manifestants. Le mouvement politique de Morsi, les Frères musulmans, a convoqué des mobilisations afin de lui restituer le pouvoir. Les nouvelles autorités ont agi fermement pour mettre fin aux protestations et le pays est entré dans une période de grande polarisation et de violence urbaine.

Reste le doute sur la direction que prendra l'Égypte. Le pays est maintenant administré par un gouvernement civil intérimaire, présidé par Adly Mansour, président de la Cour constitutionnelle. Cependant, le véritable homme fort du nouveau régime est le ministre de la Défense et commandant en chef des Forces armées, Abdel Fatah al Sissi. Ce sont ses images que les manifestants brandissaient le 3 juillet. La polarisation de la scène politique actuelle a imposé une pensée binaire, déplaçant d'autres options : il faut choisir entre l'armée et les Frères musulmans. Ainsi donc, du moins à court terme, l'avenir de l'Égypte dépendra des interactions entre ces deux acteurs, les plus puissants du paysage politique égyptien depuis des dizaines d'années.

L'agenda d'Al Sissi

Le général Al Sissi jouit d'une grande marge de manœuvre grâce à sa grande popularité parmi le peuple égyptien, au culte de la personnalité que les médias lui réservent et à la cohésion qu'ont montrée les Forces armées au cours de ces derniers mois compliqués. Ses déclarations publiques, limitées, ne permettent pas de déchiffrer quel est son agenda politique pour l'avenir du pays. La seule chose évidente est qu'Al Sissi n'est pas gêné par la notoriété qu'il a acquise. C'est le général lui-même, et non le président Mansour, qui s'est dirigé à la foule, le 24 juillet, pour lui demander son « autorisation » afin de combattre le

terrorisme. Dans cet état de fait, plusieurs options se présentent à Al Sissi.

En premier lieu, il peut instaurer une dictature militaire sous prétexte de la nécessité d'un régime fort pour lutter contre la menace terroriste. Ce sur quoi parie Robert Spingborg, un chercheur spécialisé sur l'armée égyptienne, qui augure un système semblable à celui instauré par le général Zia ul Haq au Pakistan, c'est-à-dire, un hybride entre militarisme et religiosité. Cependant, cela ne semble pas être le scénario le plus probable. L'armée garde encore en mémoire l'érosion dont elle a souffert au cours des 18 mois de transition pilotés par la Junte, et elle n'assumera donc pas la responsabilité unique de la gestion du pays en des temps si tumultueux.

De toute façon, cela ne signifie pas que les Forces armées vont renoncer à jouer un rôle central dans la politique du pays, comme c'est le cas depuis la Révolution de 1952. De ce fait, depuis le 3 juillet, l'on peut apprécier la reconstitution de l'ancien régime d'Hosni Moubarak, mais sur de nouvelles bases. Bien que les autorités actuelles ont beau faire appel à la Révolution de 2011 en tant que référence, certaines de leurs actions dégagent, du moins, une odeur de contre-révolution. La plus évidente est la lutte sans quartier contre les Frères musulmans, devenus à nouveau l'ennemi public numéro un. Mais ce n'est pas la seule. Il existe d'autres exemples : le retour de l'État d'urgence, la désignation de gouverneurs au profil militaire, la proposition de récupération du système électoral qui avantageait le Parti national démocratique (PND) de Moubarak, dissous, ou de l'autorisation d'arrêter des étudiants sur les campus universitaires.

Or, la conception du nouveau régime montre quelques différences importantes, par rapport au régime précédent. Pour commencer, ils ont annoncé un ferme engagement de convoquer des élections propres et concurrentielles, l'un des éléments centraux de la feuille de route décrétée par le président Mansour, en accord avec l'Armée. L'autre nouveauté est l'acceptation d'une Constitution, à partir d'un processus incluant des représentants des différentes classes de la société égyptienne, à la notable exception des Frères musulmans. La nouvel-



Une femme embrasse le portrait d'Hosni Moubarak devant les portes de l'Académie de Police, avant le procès contre l'ancien président. Le Caire, août 2013. / ENGY IMAD/AFP PHOTO/GETTY IMAGES

le Assemblée constituante a commencé à travailler le 8 septembre, et il est prévu qu'elle présentera un texte définitif d'ici deux mois. Ensuite, un référendum aura lieu et, si elle est ratifiée, le cycle électoral débutera avec des élections parlementaires et présidentielles.

Le fait que des membres des partis d'opposition au régime de Moubarak participent au gouvernement et que certaines jeunes organisations, comme Tamarrod, jouent un rôle important dans l'Assemblée constituante, rend manifeste l'élargissement de la coalition sur laquelle repose le régime. Au cours des dernières années de l'ère Moubarak, une élite réduite, formée par des hommes d'affaires de l'entourage de Gamal Moubarak, gouvernait l'Égypte. C'est contre cette situation que des milliers de jeunes de la classe moyenne se sont rebellés le 25 janvier 2011, entraînant avec elles des millions de personnes dans tout le pays. Et ce sont précisément ces acteurs qui ont dirigé la révolte, que les Forces armées veulent coopter.

Un exemple paradigmatique est celui de Kamal Abou Eita, actuel ministre du Travail. Abou Eita est un leader historique du mouvement syndical et président de la Fédération égyptienne de syndicats indépendants (FESI). Cette organisation a lutté pendant des années contre le monopole du syndicat du pouvoir, étroitement contrô-

lé par le régime de Moubarak. La FESI a joué un rôle important dans la myriade de grèves qui ont paralysé l'Égypte pendant la Révolution de 2011. Avec la désignation d'Abou Eita, l'Armée prétend coopérer – ou peut-être apprivoiser – avec le mouvement ouvrier que Moubarak a réprimé.

Reste à savoir quelle sera l'attitude des nouvelles autorités vis-à-vis des activistes libéraux et révolutionnaires qui s'opposent au gouvernement. C'est-à-dire, où se situent les lignes rouges dans les domaines de la liberté d'expression et d'association. Les procédures judiciaires contre Haitham Mohamedain, leader des Socialistes révolutionnaires, et Ahmed Abou Draa, un journaliste critique établi au Sinaï, remet en question les promesses de liberté et de démocratie annoncées par les leaders de l'Armée.

Une autre question clé, en ces nouveaux temps politiques, réside dans le rôle que se réserve Al Sissi pour lui-même. Peu de jours après le coup d'État, on entendait déjà des rumeurs selon lesquelles il pourrait devenir le prochain président d'Égypte. Dans un récent entretien avec *The Washington Post*, le général a nié avoir des ambitions politiques, mais il n'a pas été catégorique. La plupart des analystes sont d'accord sur le fait que si Al Sissi quitte les Forces armées et se présente aux élections présidentielles, il sera le grand favori. Cependant,

il pourrait préférer garder son poste actuel, et exercer son énorme influence derrière les coulisses.

Le dilemme des Frères musulmans

Sans doute, l'autre grande question au sujet de l'avenir de l'Égypte est la place qu'occuperont les Frères musulmans, le plus puissant mouvement politique du pays, et dont les leaders sont passés en quelques heures du palais présidentiel à la prison. Après le coup d'État, leur position a été aussi claire qu'inébranlable : rejet absolu de la nouvelle légalité « putschiste », appel à la solidarité de la communauté internationale et organisation de mobilisations dans les rues, dans l'espoir de forcer l'armée à restituer l'ancien président Morsi.

Deux mois plus tard, cette stratégie ne semble pas avoir marché. La quasi-totalité de la direction des Frères est derrière les barreaux, leur processus de prise de décisions est court-circuité, et leurs manifestations sont de plus en plus exigües, harcelées par la violence et les limites imposées par le couvre-feu. De plus, malgré l'insistance de leurs porte-paroles sur les voies pacifiques de protestation, une bonne partie de la population leur attribue la responsabilité des attentats contre des membres des forces de sécurité, la plupart dans l'effervescente péninsule du Sinaï.

Dans cet état de fait, les Frères musulmans se trouvent dans une situation difficile. Avec leur popularité au plus bas, et avec à peine quelques médias pour diffuser leur version des faits, leur exigence du retour de Morsi semble impossible. Se rétracter et reconnaître la légitimité du nouveau gouvernement et sa feuille de route représenterait un coup dur, mais persister ne promet qu'un plus grand affaiblissement du groupe.

La presse égyptienne s'est fait l'écho de plusieurs initiatives de médiation entre l'armée et les Frères musulmans. Toutes sont basées sur un même principe : cesser les mobilisations en échange de pouvoir participer dans le nouvel ordre, en tant qu'acteur politique légal. Certaines ajoutent aussi la libération des membres de l'organisation emprisonnés, une option de plus en plus improbable au fur et à mesure que les accusations et les procédures judiciaires contre les leaders du groupe s'accumulent.

Dans tous les cas, les porte-paroles des Frères musulmans nient avoir reçu de telles offres, et insistent sur le fait que le retour à la légalité, préalable au 3 juillet, soit une condition non négociable. Un seul indice de flexibilité dans leur position : une fois Morsi restitué et un dialogue établi entre toutes les forces politiques pour résoudre la crise, l'on pourrait convoquer des élections présidentielles anticipées.

Tandis que les supposées tentatives de médiation se succèdent, le gouvernement discute la possible interdiction des Frères musulmans. Selon les médias locaux, l'exécutif est divisé sur la question. Les « faucons », avec le ministre de la Solidarité sociale, Ahmed el Borai en tête, veulent dissoudre une organisation qu'ils qualifient de terroriste. Par contre, les « colombes », sous la

direction du vice-Premier ministre, Bahaa el Din, considèrent qu'ils n'atteindront pas la stabilité si désirée, en excluant la principale force politique du pays, ou, encore moins, tous les courants islamistes.

Car ce n'est pas seulement la position des Frères musulmans qui est menacée, mais tout le conglomerat de partis islamistes. Plusieurs d'entre eux, alliés du gouvernement Morsi, ont vu comment leurs leaders étaient arrêtés. Le seul parti islamiste qui a appuyé le coup d'État a été le parti salafiste Al Nour, une branche ultraconservatrice de l'islam. Le parti compte un représentant dans l'Assemblée constituante, mais sa future participation dans la vie politique pourrait être menacée si la Constitution inclut un article interdisant la formation de partis de base religieuse, comme l'a proposé une commission d'experts juristes.

L'exigence d'une stricte séparation entre religion et politique va à l'encontre de l'ADN de l'islamisme, et son application pourrait servir à unir tous les courants de ce mouvement idéologique et prêter une nouvelle vigueur à leurs mobilisations. Il s'agit peut-être là du dernier espoir des Frères musulmans pour faire dérailler la consolidation de la nouvelle réalité institutionnelle. Or, les autorités sont conscientes de cela, et, probablement, elles feront du parti Al Nour une exception, puisque celui-ci aspire à remplacer les Frères musulmans, en tant que grand référent politique de l'islamisme en Égypte. Avec une Constitution approuvée et l'islamisme divisé, les Frères musulmans ne pourront faire autrement que d'arriver à un pacte avec l'Armée, selon les termes de cette dernière.

S'il y a bien une vertu qui a caractérisé les Frères musulmans pendant ses plus de 80 ans d'histoire, c'est sa nature caméléonesque qui leur a permis de surmonter des vicissitudes en tout genre. En tout les cas, il est trop tôt pour écrire leur obituaire, quel que soit leur degré d'affaiblissement. Les Frères musulmans survivront à la répression actuelle, la pire depuis des décennies. Et ils le feront probablement en surgissant sous une nouvelle forme. Certains analystes soutiennent qu'ils pourraient abandonner leur désir de participer dans la vie politique du pays pour se concentrer uniquement sur la prédication de l'islam et la réalisation de leurs actions de charité. S'il en est ainsi, cela représenterait un virage à 180 degrés par rapport à cette dernière étape, caractérisée par la priorité donnée à l'activité politique sur les travaux sociaux.

Pour conclure, l'avenir de l'Égypte semble plus incertain que jamais. Cependant, il est possible de distinguer à l'horizon certaines de ses caractéristiques. L'ancien régime de Moubarak est en train de se reconstruire, mais sur de nouvelles bases et sur une nouvelle coalition. Dans l'Égypte post révolutionnaire, il y aura moins de changements que l'on ne s'y attendait, la nuit euphorique du 11 février 2011. Comme au cours des six dernières décennies, l'armée jouera un rôle décisif dans le paysage politique, tandis que l'islamisme continuera à trouver sa place dans l'opposition, que ce soit au cœur des institutions ou dans la clandestinité. ■